L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 15 AVRIL 1848.

Imprimée et publiée par
MAYNE & WEISS.
Bureau, rue de Chartres, coin de la Place d'Armes.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 15 AVRIL 1848.

DEPECHES TELEGRAPHIQUES.

[Expédiées à l'*Abeille*.]

Mobile, 11 avril, dans la matinée.

La malle régulière est arrivée, mais elle ne donne, sur les nouvelles du Washington, que ce qui suit :

Liverpool, 18 mars — Ventes de la semaine, 32,000 balles, les Nouvelles Orléans, 3 3/16 à 7/8, Baltimore 10, que l'Hibernia qui est parti le 5 mars après le Washington était arrivée, et annonçait que les assemblées nouvelles en Irlande avaient eu lieu, mais que tout s'était passé tranquillement, toutefois les chefs avaient été arrêtés et devaient être jugés.

La France continuait à être tranquille, mais la Banque de Rouen avait suspendu ses paiements. Elle télégraphe de Baltimore n'étant dérangé en rien pas savoir d'autres détails.

Un express arrivé à la Mobile dit que le coton baisse de 3/8 d, et que la plus grande confusion regnait en Europe.

Mobile, 8 heures et demie du soir.

L'Hibernia est arrivé à New-York le 8. Le coton est en hausse à Liverpool à 6ch de 3/4 d. La révolution a été étendue sur toute l'Europe, à l'exception de l'Angleterre. Les affaires sont dans le plus triste état.

Sur cette place (Mobile) il n'est vendu aujourd'hui 400 balles de coton, et les prix ne sont pas bien établis. Le coton middling se vend 3 1/2 à 3 3/4 cents.

Le bill de M. Allen, au Sénat, pour féliciter le peuple français sur sa révolution, a été adopté par 32 voix contre 2.

La campagne présidentielle est sur le point de s'ouvrir, et les deux partis se préparent activement à la lutte. Le même est à la surface, mais un travail très sérieux dans les masses et dans certains comités politiques. Les actions sont prêtes, on en trouve contre tous les candidats possibles, et il ne reste qu'à les mettre au jour lorsque les élus seront désignés par la convention whig et la convention démocratique. Nous n'aurons pas de peine à formuler du requisitoire contre les candidats de nos adversaires. Tous ceux que la presse a nommés ont dans leur passé quelque gros péché à se reprocher, et qui et là certaines personalités dont le peuple aura peut-être le tort de se scandaliser.

Il est encore impossible de savoir les noms que proclameront la double convention. Les sympathies des démocrates sont partagées, et la dissolution règne parmi leurs cohortes. Les partisans de Cass font la guerre aux partisans de Buchanan, les amis de M. Polk prennent à bâtons rompus sur les partisans de Cass et de Buchanan. Il y a encore le jeune Woodbury dont une phalange dévouée fait valoir les prétentions. Ces frêtes élections se font sentir à toutes choses. Les ménagements pour trop convertir, et est vrai, de peur de se compromettre, mais n'ont recours à de sourdes menées, à des moyens détournés, à de perfides machinations. Que les whigs ne s'y lient pas trop cependant. Nos adversaires sont habitués à une pareille discipline, et se rallieront sans doute au candidat que choisira la convention de Baltimore.

Dans ce cas, deux hommes seulement ont la chance de devenir notre candidat—Taylor et Clay. Les sympathies et préférences du parti whig sont tout à fait improbables que la convention de Philadelphie ne fasse pas un autre candidat que le vainqueur de Buena-Vista ou l'homme d'Etat dont les travaux ont contribué pour une si grande part au développement de la grande nation.

Nos sympathies en faveur des deux sont depuis longtemps acquises au général Taylor. C'est un brave soldat dont les services méritent une éclatante récompense, et en outre c'est un whig du vrai whig. Homme d'honneur, il a pas un seul jour, ni de nuit, renoncé à son honneur et opinions. Il ne peut qu'honorer le parti qui l'acceptera pour son candidat. Clay, est tout aussi digne de la présidence : nombreuses autorités plaident sa cause avec une persévérance énergique, mais nous ne pensons pas qu'il ait autant de chances de réussite que Taylor. Crions-le au hontine nouveau qui a jusqu'à ce moment même une vie entière, qui a tous les honneurs, et dont l'unique ambition a été de servir son pays comme soldat. Après les hommes qui ont assumé cet rétrospective le général Vera-Cruz. Ce n'est pas à dire cependant que la candidature de Taylor n'éprouve aucun orage ; nos adversaires l'attaqueront avec d'autant plus de vivacité qu'ils la jugeront forte à leurs espérances.

Nous considérons la nomination du général Taylor comme essentielle au triomphe de notre parti. Le cas échéant, nous n'aurons aucune crainte pour l'avenir. Les whigs de l'extrême Nord, qui ne paraissent pas d'abord très favorables à la candidature de Taylor, sont maintenant amnes des meilleures dispositions à son égard. Dans notre parti, le nom qui avait bouvoye en vue ait sous-jacent le général Taylor comme candidat indépendant, à compris que c'était un véritable suicide politique, et il a résolu d'envoyer des délégués à la Convention whig. Tous les Etats y sont probablement représentés, de manière que Taylor, qui y aura de nombreux amis, aura de grandes chances d'être désigné. Mais si, à la réunion de Philadelphie, on décidera de la nomination de Taylor. On assure que Clay se rencera de la lice et qu'il est prêt à déclarer à la Convention qu'il ne veut pas être considéré comme candidat. Nous applaudissons à la détermination de M. Clay. Quelques Etats qui lui sont dévoués n'hésiteraient pas alors à se réunir aux amis de Taylor et contribueraient avec joie à l'élévation du brave soldat.

Que les whigs aient confiance dans l'avenir. Avant la fin de l'année nous aurons remporté une glorieuse victoire et renouvelé nos succès de 1840.

Banquet. — Le second banquet organisé par les Français de notre ville pour célébrer les glorieux événements de France aura lieu cette après-midi à la salle d'Orléans. La fête promet d'être charmante. Les associations Française, Americaine, Allemande, Italienne, &c, unissent leurs vœux pour la prospérité et la grandeur de la République Française.

Dégénération. — Les Italiens, qui combattent depuis si longtemps pour la sainte cause de la liberté, ne pouvaient rire insensibles aux graves événements qui se sont produits naguère en France et qui y ont installé la République sur les ruines du trône. Ils se gênent se dévouer pour exprimer leur admiration des nobles efforts de leurs frères d'Italie, et féliciter le peuple français sur sa glorieuse révolution. Le démonstration se terminera par un banquet à la salle d'Orléans.

Mexique. — Un grand meeting des citoyens de la Nouvelle-Orléans a eu lieu jeudi soir dans la salle du Commercial Exchange, pour exprimer des sentiments de sympathie en faveur de la grande apparence et le centre la France de l'établissement d'une république.

Le président du meeting, le général Walker, a exposé quelques mots lumineux, le but de l'assemblée, l'indépendance de l'Irlande.

Après avoir entendu MM. Reynolds, Maffit, Bonner, le juge Walker, le juge Waddill et Wilcher, l'assemblée a voté des résolutions dont voici le sens.

Résolu que les amis de la liberté et de l'égalité saluent sincèrement la France de l'établissement de la République, et lui présentent leurs chaleureuses sympathies.

Résolu que si le peuple irlandais désire l'indépendance, il doit opposer la plus vive résistance, sans se préoccuper de disputes politiques et religieuses.

Résolu que l'assemblée fera tous ses efforts pour détacher l'Irlande à la résistance contre l'oppression de leurs bienfaiteurs, jusqu'à ce que la *Verte de l'Océan* ait pris sa place parmi les nations libres.

Un mot à la police. — Depuis quelque temps notre Chronique locale recueillons des réclamations que se communiquent avec une surprenante rapidité. Comment se fait-il que l'on entende plusieurs portes du quartier du nord que les marchands qui parcourent la ville dans tous les sens ne surprennent les malfaiteurs. Ceux-ci devraient de préférence les anglaises de boutiques, et se trouvent un riche butin, s'emparent facilement, et sans exciter le moindre soupçon. Si cet état de choses continuait, nous ne savons si les vols dont nous nous plaignons sont le résultat de la négligence des watchmen, ou si le nombre des gardes est trop faible. Mais il nous semble que lorsqu'on voit avec satisfaction dans des maisons situées à des rues les plus fréquentées d'une ville, on voit que les magistrats prévoient à la prévoyance d'énergiques mesures pour assurer les citoyens.

Concert. — Nous avons mentionné il y a deux ou trois jours le succès obtenu hier-soir, au Théâtre d'Orléans, par MM. Botesini, Arditi et Desvernine.

Nous apprenons avec plaisir que ces artistes donneront lundi soir un second concert à la Salle de bal St-Louis. Nous espérons que le public répondra à l'appel qui lui est adressé, d'autant plus que la composition du programme assurera infailliblement à la Salle St-Louis l'élite de nos dames fashionables. On y exécutera à peu près exclusivement de la musique religieuse, de cette musique large et grave qui invite à la méditation et détache la pensée de la terre. Le temps passé au concert sacré de MM. Botesini, Arditi et Desvernine sera aussi pieusement employé qu'une heure passée à l'église.

M. Desvernine est un tout jeune homme dont le talent est plein d'avenir ; Arditi est un violon distingué qui, sans valoir Vieuxtemps et Sivori, a cependant un incontestable mérite. Botesini, lui, est admirable, il maîtrise la gigantesque contrebasse et en tire des sons de flageolet. Notre feuilletoniste appréciera probablement le talent de ces trois artistes.

Nous avons mentionné il y a quelque temps un horrible attentat qu'un homme de couleur libre nommé Bitscoe, barbier à bord du steamer Magnolia, avait commis sur la personne d'une jeune Allemande. On se souvient peut-être qu'il précipita ensuite sa victime dans le fleuve. Bitscoe comparaissait le 8 devant un tribunal d'instruction à Natchez. Cette affaire a créé une sensation parmi la population allemande. L'enquête n'a pas encore jeté aucun nouveau jour sur les circonstances du crime. L'accusé a été envoyé pardevant la première cour de circuit, et le gouvernement pour la mise en liberté provisoire fixé à quatre mille piastres. On le condamnait en prison lorsque plusieurs Allemands craignant que Bitscoe ne puisse fournir le cautionnement qui se soustraire ensuite au châtiment de la loi, se précipitèrent sur lui et voulaient l'arracher des mains des officiers de police pour lui infliger sans doute le supplice du lynch. Nombre de citoyens prêtèrent main forte aux agens de police et parvinrent à soustraire l'accusé à la fureur des Allemands. Au milieu de la mêlée on échangea deux coups de pistolet qui heureusement n'atteignirent personne.

Havane. — Le brick *Milladoin*, capitaine Dévinière, arrivé hier de la Havane, nous a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 5 du courant. Nous n'y trouvons rien qui soit de nature à intéresser le lecteur. Une seule chose nous a frappés, c'est le silence absolu que gardent les feuilles cubanaises sur les événemens de France. La révolution française n'a pas inspiré aux journalistes de la Havane une seule ligne de commentaire. On s'aperçoit que la presse est bien d'être libre chez nos voisins.

La malle a manqué hier au-delà d'Augusta. Nous n'avons par conséquent rien à ajouter au sujet des nouvelles européennes qui renfermait notre dernier numéro. Le steamer *Illinois* nous a apporté des journaux de St-Louis jusqu'au 9, mais nous n'y avons trouvé aucune dépêche télégraphique.

Rio Grande. — Nous avons reçu hier l'*American Flag* du 29 mars et du 1er avril. Nous n'y avons trouvé absolument rien qui valut la peine d'être reproduit.

CONGRES.

Sénat. — 6 mars. — M. Cass rapporte, au nom du comité des affaires indiennes, un bill pour augmenter la rétribution des gardiens des vivres et munitions.

M. Hannegan rapporte, au nom du comité des affaires étrangères, la résolution votant des félicitations au peuple français au sujet de l'établissement d'une république. Cette résolution donne lieu à un débat plein d'intérêt.

Mr Allen prend la parole. Au milieu de ses discours, il est interrompu par un individu qui se prétendait de la tribune des rapporteurs sur le bureau du vice-président et qui s'écrie, en s'adressant à l'orateur : Je ne vous demande le droit de parler au nom des citoyens de l'Ohio. Il allait continuer, dans le sergent d'armes l'a mis à la raison et l'a forcé de se taire.

M. Hale propose d'amender la résolution de M. Allen. M. Mangum propose de la substituer au résolution rapportée par M. Hannegan.

Chambre des représentans. — M. Henley, du comité des impressions, fait un rapport concluant à l'impression de dix mille exemplaires de la correspondance échangée entre le général Scott et M. Trist. Il propose un dernier discours de M. Clingman et parle avec un certain emportement. M. Clingman l'interrompt avec la permission du *speaker* pour faire quelques observations.

M. McLane propose de délibérer en comité général sur le bill de M. Vinton taxant une application à l'Académie militaire.

MM. Stewart, McLane, Henley et Turner prennent successivement la parole.

Sur motion le comité se dissout, et M. Cranson rapporte le bill à la Chambre sans un mot de plus.

M. Dickey propose un amendement que l'on discute jusqu'au moment de l'ajournement.

Chronique Locale.

Tribunal Cour de District. — John Norwood, h. c. l. accusé de voies de fait sur M. Mederdi, homme de couleur libre, a été libéré sous engagement et trouvé coupable.

Recorder Baldwin. — Henry Garvin, John Burke et John O'Neil du Thomas Lynch, accusés tous trois d'émeute, ont été hier interrogés et envoyés à la 1re Cour de District. Le 10 avril, ils avaient pénétré dans un cafe situé à l'enseigne St Joseph et Levee, et avaient brisé la table aux pâtisseries qui s'y trouvaient. Ils avaient également brisé les vitres et les carreaux.

—Lucretia Jane et Margaret Mason, accusées de voies de fait sur la femme Mary Ann McKey, ont été examinées et envoyées à la Cour de District.

—Louis Amonon et Frederick Brossard, prévenus d'avoir pénétré nuitamment dans le magasin No 192, rue l'oydras, et d'avoir enlevé environ 70 bagues en or et ainsi que d'autres bijoux, le tout estimé à $150, ont été interrogés et renvoyés de la plainte, faute de preuves.

Suicide bizarre. — Hier matin, vers trois heures, un Français nommé François Lecouste s'est noyé dans de singulières circonstances. Le défunt en apparent, il y a quelque temps, la nouvelle de la révolution française, a été frappé d'aliénation mentale ; il est à peine probable cependant que la chute de la monarchie en France ait pu ébranler sa raison. Il n'a rien d'étrange depuis lors de déplorer le sort de son ami Louis-Philippe, et hier matin, comme nous le disions plus haut, il s'est précipité dans le fleuve et s'est noyé.

Un enfant assailli. — Sainte Couvent, homme de couleur libre, a sous hier le recorder Baldwin d'une plainte contre un nommé Daniel. Il accuse ce dernier d'avoir coupé au coups de fouet la figure d'un pauvre petit enfant. Daniel a été arrêté et a été fourni un cautionnement pour répondre de sa prochaine comparution.

Un pu fou. — Un watchman de la 2de Municipalité a dénoncé le cerbère Bill Vanbook, comme l'auteur du vol commis il y a deux jours au préjudice de M. R. L. Bruce, boucher. L'instruction de l'affaire est fixée au 18.

Les journaux de Londres examinent les diverses éventualités qui peuvent résulter de l'établissement de la République en France. Dans un pays de précédens comme l'Angleterre, c'est naturellement dans les événemens historiques qu'on cherche le secret de l'avenir. Ce secret n'y est pas, il n'y a jamais été. Il n'y sera jamais ; pour résoudre cette question que se pose *l'Chronicle* et que dirique indirectement le *Times*. Le gouvernement provisoire pourra-t-il donnée la situation intérieure mais se précipiter dans la guerre et la propagande ? il aura de connaître un peu mieux que ces journaux les dispositions du peuple français. Que plus les travailleurs en forme des vœux que se nuit pas immédiatement réalisés, rien n'en peut douter ; mais ce qui l'est encore moins, c'est que les travailleurs qui dirigent ces quelques vœux sont parfaitement sûrs de leur pouvoir, et prêts à le faire valoir, si les circonstances le rendent nécessaire. Si quelque chose peut rendre le gouvernement provisoire prudent, c'est la conscience de cette force.

Nous pourrons bientôt, sans exagération, dire que les travailleurs de Paris ne sont pas des vaurien, mais des hommes sérieux, qui ont le sentiment de leurs droits et de leurs devoirs, et qui, dans leur ignorance, ne demandent que le moyen de les faire valoir.

Le gouvernement provisoire n'est pas seulement honnête et bien intentionné, comme le reconnaissent unanimement les journaux anglais, il est fort de toute la force de la raison nationale, c'est à cette raison qu'on fait franchement appel, ne mettant point son amour-propre à diminuer des entraves nécessaires de la population. Si la guerre extérieure éclate, elle viendra du fait de l'étranger. Pour ce moment, on n'est vraiment pas disposé à la guerre, et l'enthousiasme du peuple anglais et de l'Irlande pour cette révolution présente tous les caractères de la sérénité. La nouvelle parvient à Dublin à provoquer une adresse de félicitations au peuple français ; de semblables démonstrations auront lieu bientôt partout ; le peuple britannique est avec nous, et rien n'autorise à croire que ce peuple ne saura pas faire respecter sa volonté. Pour avoir écouté les conseils de Pitt et de Castlereagh, les Anglais ont fait verser des torrents de sang humain sans profit pour la prospérité réelle. Qu'importe, en effet, qu'un gouvernement ait une grande flotte, une grande armée, de grandes colonies, s'il ne fait assurer au peuple ni le pain du jour ni celui du lendemain ! La leçon a été assez éclatante pour n'avoir pas besoin d'être renouvelée. (*Siècle.*)

FEUILLETON.

Episodes des guerres républicaines.

LE CAPITAINE L'HERMITE.

LA FRÉGATE LA PRÉVOYANCE.

I.

Depuis 1793 jusqu'en 1799, le gouvernement de la république avait expédié pour l'île de France neuf bâtimens de guerre, d'abord les frégates le *Cybèle* et la *Prudente*, ensuite le brick le *Courreur*, puis la corvette le *Brûle-tierule*, et enfin, sous les ordres du contre-amiral Sercey, une division composée de quatre frégates : la *Lycée*, la *Régénérée*, la *Seine* et la *Vertu*.

De ces premiers, pour de leur navigation, ces bâtiments, soit qu'ils croisassent ensemble ou isolément, firent de nombreuses et importantes captures. Mais ce département bénéfique du golfe du Bengale. Les frégates la *Vertu*, la *Seine*, la *Régénérée*, la *Cybèle* et le brick le *Courreur* partirent pour la France. La corvette le *Brûle-tierule* se perdit, tandis que les croiseurs anglais en avaient fait leur prise. Le *Prudente* partit pour la Chine. La frégate *Vertu* fut prise à la suite de rester l'autre au bras et de laisser détruire un à un tous ses amis, tous ses alliés. La République française renonce à toute guerre de conquêtes, à toute autre voie violente de territoires ; mais elle ne renonce pas au droit de se défendre à propos.

Si, comme nous aimons à n'en pas douter, les Anglais sont attaqués de cœur à la paix, il dépend d'eux qu'elle ne soit pas troublée. Qu'ils s'amusent sincèrement à nous pour la faire qu'elle soit sans qu'il en coûte rien à la liberté des peuples, et tout despotisme s'inclinera devant l'insurrection à Notre-Dame. Cette affaire a créé une sensation parmi la population allemande. L'enquête n'a pas encore jeté aucun nouveau jour sur les circonstances du crime. L'accusé a été envoyé pardevant la première cour de circuit, et le gouvernement pour la mise en liberté provisoire fixé à quatre mille piastres. On le condamnait en prison lorsque plusieurs Allemands craignant que Bitscoe ne puisse fournir le cautionnement qui se soustraire ensuite au châtiment de la loi, se précipitèrent sur lui et voulaient l'arracher des mains des officiers de police pour lui infliger sans doute le supplice du lynch. Nombre de citoyens prêtèrent main forte aux agens de police et parvinrent à soustraire l'accusé à la fureur des Allemands. Au milieu de la mêlée on échangea deux coups de pistolet qui heureusement n'atteignirent personne.

Havane. — Le brick *Milladoin*, capitaine Dévinière, arrivé hier de la Havane, nous a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 5 du courant. Nous n'y trouvons rien qui soit de nature à intéresser le lecteur. Une seule chose nous a frappés, c'est le silence absolu que gardent les feuilles cubanaises sur les événemens de France. La révolution française n'a pas inspiré aux journalistes de la Havane une seule ligne de commentaire. On s'aperçoit que la presse est bien d'être libre chez nos voisins.

Rio Grande. — Nous avons reçu hier l'*American Flag* du 29 mars et du 1er avril. Nous n'y avons trouvé absolument rien qui valut la peine d'être reproduit.

CONGRES.

Sénat. — 6 mars. — M. Cass rapporte, au nom du comité des affaires indiennes, un bill pour augmenter la rétribution des gardiens des vivres et munitions.

M. Hannegan rapporte, au nom du comité des affaires étrangères, la résolution votant des félicitations au peuple français au sujet de l'établissement d'une république. Cette résolution donne lieu à un débat plein d'intérêt.

Mr Allen prend la parole. Au milieu de ses discours, il est interrompu par un individu qui se prétendait de la tribune des rapporteurs sur le bureau du vice-président et qui s'écrie, en s'adressant à l'orateur : Je ne vous demande le droit de parler au nom des citoyens de l'Ohio. Il allait continuer, dans le sergent d'armes l'a mis à la raison et l'a forcé de se taire.

M. Hale propose d'amender la résolution de M. Allen. M. Mangum propose de la substituer au résolution rapportée par M. Hannegan.

Chambre des représentans. — M. Henley, du comité des impressions, fait un rapport concluant à l'impression de dix mille exemplaires de la correspondance échangée entre le général Scott et M. Trist. Il propose un dernier discours de M. Clingman et parle avec un certain emportement. M. Clingman l'interrompt avec la permission du *speaker* pour faire quelques observations.

M. McLane propose de délibérer en comité général sur le bill de M. Vinton taxant une application à l'Académie militaire.

MM. Stewart, McLane, Henley et Turner prennent successivement la parole.

Sur motion le comité se dissout, et M. Cranson rapporte le bill à la Chambre sans un mot de plus.

M. Dickey propose un amendement que l'on discute jusqu'au moment de l'ajournement.

Chronique Locale.

Tribunal Cour de District. — John Norwood, h. c. l. accusé de voies de fait sur M. Mederdi, homme de couleur libre, a été libéré sous engagement et trouvé coupable.

Recorder Baldwin. — Henry Garvin, John Burke et John O'Neil du Thomas Lynch, accusés tous trois d'émeute, ont été hier interrogés et envoyés à la 1re Cour de District. Le 10 avril, ils avaient pénétré dans un cafe situé à l'enseigne St Joseph et Levee, et avaient brisé la table aux pâtisseries qui s'y trouvaient. Ils avaient également brisé les vitres et les carreaux.

—Lucretia Jane et Margaret Mason, accusées de voies de fait sur la femme Mary Ann McKey, ont été examinées et envoyées à la 1re Cour de District.

—Louis Amonon et Frederick Brossard, prévenus d'avoir pénétré nuitamment dans le magasin No 192, rue l'oydras, et d'avoir enlevé environ 70 bagues en or et ainsi que d'autres bijoux, le tout estimé à $150, ont été interrogés et renvoyés de la plainte, faute de preuves.

Suicide bizarre. — Hier matin, vers trois heures, un Français nommé François Lecouste s'est noyé dans de singulières circonstances. Le défunt en apparent, il y a quelque temps, la nouvelle de la révolution française, a été frappé d'aliénation mentale ; il est à peine probable cependant que la chute de la monarchie en France ait pu ébranler sa raison. Il n'a rien d'étrange depuis lors de déplorer le sort de son ami Louis-Philippe, et hier matin, comme nous le disions plus haut, il s'est précipité dans le fleuve et s'est noyé.

Un enfant assailli. — Sainte Couvent, homme de couleur libre, a sous hier le recorder Baldwin d'une plainte contre un nommé Daniel. Il accuse ce dernier d'avoir coupé au coups de fouet la figure d'un pauvre petit enfant. Daniel a été arrêté et a été fourni un cautionnement pour répondre de sa prochaine comparution.

Un pu fou. — Un watchman de la 2de Municipalité a dénoncé le cerbère Bill Vanbook, comme l'auteur du vol commis il y a deux jours au préjudice de M. R. L. Bruce, boucher. L'instruction de l'affaire est fixée au 18.

Les journaux de Londres examinent les diverses éventualités qui peuvent résulter de l'établissement de la République en France. Dans un pays de précédens comme l'Angleterre, c'est naturellement dans les événemens historiques qu'on cherche le secret de l'avenir. Ce secret n'y est pas, il n'y a jamais été. Il n'y sera jamais ; pour résoudre cette question que se pose *l'Chronicle* et que dirique indirectement le *Times*. Le gouvernement provisoire pourra-t-il donnée la situation intérieure mais se précipiter dans la guerre et la propagande ? il aura de connaître un peu mieux que ces journaux les dispositions du peuple français. Que plus les travailleurs en forme des vœux que se nuit pas immédiatement réalisés, rien n'en peut douter ; mais ce qui l'est encore moins, c'est que les travailleurs qui dirigent ces quelques vœux sont parfaitement sûrs de leur pouvoir, et prêts à le faire valoir, si les circonstances le rendent nécessaire. Si quelque chose peut rendre le gouvernement provisoire prudent, c'est la conscience de cette force.

Nous pourrons bientôt, sans exagération, dire que les travailleurs de Paris ne sont pas des vaurien, mais des hommes sérieux, qui ont le sentiment de leurs droits et de leurs devoirs, et qui, dans leur ignorance, ne demandent que le moyen de les faire valoir.

Le gouvernement provisoire n'est pas seulement honnête et bien intentionné, comme le reconnaissent unanimement les journaux anglais, il est fort de toute la force de la raison nationale, c'est à cette raison qu'on fait franchement appel, ne mettant point son amour-propre à diminuer des entraves nécessaires de la population. Si la guerre extérieure éclate, elle viendra du fait de l'étranger. Pour ce moment, on n'est vraiment pas disposé à la guerre, et l'enthousiasme du peuple anglais et de l'Irlande pour cette révolution présente tous les caractères de la sérénité. La nouvelle parvient à Dublin à provoquer une adresse de félicitations au peuple français ; de semblables démonstrations auront lieu bientôt partout ; le peuple britannique est avec nous, et rien n'autorise à croire que ce peuple ne saura pas faire respecter sa volonté. Pour avoir écouté les conseils de Pitt et de Castlereagh, les Anglais ont fait verser des torrents de sang humain sans profit pour la prospérité réelle. Qu'importe, en effet, qu'un gouvernement ait une grande flotte, une grande armée, de grandes colonies, s'il ne fait assurer au peuple ni le pain du jour ni celui du lendemain ! La leçon a été assez éclatante pour n'avoir pas besoin d'être renouvelée. (*Siècle.*)

FEUILLETON.

Episodes des guerres républicaines.

LE CAPITAINE L'HERMITE.

LA FRÉGATE LA PRÉVOYANCE.

I.

Depuis 1793 jusqu'en 1799, le gouvernement de la république avait expédié pour l'île de France neuf bâtimens de guerre, d'abord les frégates le *Cybèle* et la *Prudente*, ensuite le brick le *Courreur*, puis la corvette le *Brûle-tierule*, et enfin, sous les ordres du contre-amiral Sercey, une division composée de quatre frégates : la *Lycée*, la *Régénérée*, la *Seine* et la *Vertu*.

De ces premiers, pour de leur navigation, ces bâtimens, soit qu'ils croisassent ensemble ou isolément, firent de nombreuses et importantes captures. Mais ce département bénéfique du golfe du Bengale. Les frégates la *Vertu*, la *Seine*, la *Régénérée*, la *Cybèle* et le brick le *Courreur* partirent pour la France. La corvette le *Brûle-tierule* se perdit, tandis que les croiseurs anglais en avaient fait leur prise. Le *Prudente* partit pour la Chine. La frégate *Vertu* fut prise à la suite de rester l'autre au bras et de laisser détruire un à un tous ses amis, tous ses alliés. La République française renonce à toute guerre de conquêtes, à toute autre voie violente de territoires ; mais elle ne renonce pas au droit de se défendre à propos.

Si, comme nous aimons à n'en pas douter, les Anglais sont attaqués de cœur à la paix, il dépend d'eux qu'elle ne soit pas troublée. Qu'ils s'amusent sincèrement à nous pour la faire qu'elle soit sans qu'il en coûte rien à la liberté des peuples, et tout despotisme s'inclinera devant l'insurrection à Notre-Dame. Cette affaire a créé une sensation parmi la population allemande. L'enquête n'a pas encore jeté aucun nouveau jour sur les circonstances du crime. L'accusé a été envoyé pardevant la première cour de circuit, et le gouvernement pour la mise en liberté provisoire fixé à quatre mille piastres. On le condamnait en prison lorsque plusieurs Allemands craignant que Bitscoe ne puisse fournir le cautionnement qui se soustraire ensuite au châtiment de la loi, se précipitèrent sur lui et voulaient l'arracher des mains des officiers de police pour lui infliger sans doute le supplice du lynch. Nombre de citoyens prêtèrent main forte aux agens de police et parvinrent à soustraire l'accusé à la fureur des Allemands. Au milieu de la mêlée on échangea deux coups de pistolet qui heureusement n'atteignirent personne.

Havane. — Le brick *Milladoin*, capitaine Dévinière, arrivé hier de la Havane, nous a apporté des journaux de cette ville jusqu'au 5 du courant. Nous n'y trouvons rien qui soit de nature à intéresser le lecteur. Une seule chose nous a frappés, c'est le silence absolu que gardent les feuilles cubanaises sur les événemens de France. La révolution française n'a pas inspiré aux journalistes de la Havane une seule ligne de commentaire. On s'aperçoit que la presse est bien d'être libre chez nos voisins.

Rio Grande. — Nous avons reçu hier l'*American Flag* du 29 mars et du 1er avril. Nous n'y avons trouvé absolument rien qui valut la peine d'être reproduit.

CONGRES.

Sénat. — 6 mars. — M. Cass rapporte, au nom du comité des affaires indiennes, un bill pour augmenter la rétribution des gardiens des vivres et munitions.

M. Hannegan rapporte, au nom du comité des affaires étrangères, la résolution votant des félicitations au peuple français au sujet de l'établissement d'une république. Cette résolution donne lieu à un débat plein d'intérêt.

Mr Allen prend la parole. Au milieu de ses discours, il est interrompu par un individu qui se prétendait de la tribune des rapporteurs sur le bureau du vice-président et qui s'écrie, en s'adressant à l'orateur : Je ne vous demande le droit de parler au nom des citoyens de l'Ohio. Il allait continuer, dans le sergent d'armes l'a mis à la raison et l'a forcé de se taire.

M. Hale propose d'amender la résolution de M. Allen. M. Mangum propose de la substituer au résolution rapportée par M. Hannegan.

Chambre des représentans. — M. Henley, du comité des impressions, fait un rapport concluant à l'impression de dix mille exemplaires de la correspondance échangée entre le général Scott et M. Trist. Il propose un dernier discours de M. Clingman et parle avec un certain emportement. M. Clingman l'interrompt avec la permission du *speaker* pour faire quelques observations.

M. McLane propose de délibérer en comité général sur le bill de M. Vinton taxant une application à l'Académie militaire.

MM. Stewart, McLane, Henley et Turner prennent successivement la parole.

Sur motion le comité se dissout, et M. Cranson rapporte le bill à la Chambre sans un mot de plus.

M. Dickey propose un amendement que l'on discute jusqu'au moment de l'ajournement.

Chronique Locale.

Tribunal Cour de District. — John Norwood, h. c. l. accusé de voies de fait sur M. Mederdi, homme de couleur libre, a été libéré sous engagement et trouvé coupable.

Recorder Baldwin. — Henry Garvin, John Burke et John O'Neil du Thomas Lynch, accusés tous trois d'émeute, ont été hier interrogés et envoyés à la 1re Cour de District. Le 10 avril, ils avaient pénétré dans un cafe situé à l'enseigne St Joseph et Levee, et avaient brisé la table aux pâtisseries qui s'y trouvaient. Ils avaient également brisé les vitres et les carreaux.

—Lucretia Jane et Margaret Mason, accusées de voies de fait sur la femme Mary Ann McKey, ont été examinées et envoyées à la 1re Cour de District.

—Louis Amonon et Frederick Brossard, prévenus d'avoir pénétré nuitamment dans le magasin No 192, rue l'oydras, et d'avoir enlevé environ 70 bagues en or et ainsi que d'autres bijoux, le tout estimé à $150, ont été interrogés et renvoyés de la plainte, faute de preuves.

Suicide bizarre. — Hier matin, vers trois heures, un Français nommé François Lecouste s'est noyé dans de singulières circonstances. Le défunt en apparent, il y a quelque temps, la nouvelle de la révolution française, a été frappé d'aliénation mentale ; il est à peine probable cependant que la chute de la monarchie en France ait pu ébranler sa raison. Il n'a rien d'étrange depuis lors de déplorer le sort de son ami Louis-Philippe, et hier matin, comme nous le disions plus haut, il s'est précipité dans le fleuve et s'est noyé.

Un enfant assailli. — Sainte Couvent, homme de couleur libre, a sous hier le recorder Baldwin d'une plainte contre un nommé Daniel. Il accuse ce dernier d'avoir coupé au coups de fouet la figure d'un pauvre petit enfant. Daniel a été arrêté et a été fourni un cautionnement pour répondre de sa prochaine comparution.

Un pu fou. — Un watchman de la 2de Municipalité a dénoncé le cerbère Bill Vanbook, comme l'auteur du vol commis il y a deux jours au préjudice de M. R. L. Bruce, boucher. L'instruction de l'affaire est fixée au 18.

Les journaux de Londres examinent les diverses éventualités qui peuvent résulter de l'établissement de la République en France. Dans un pays de précédens comme l'Angleterre, c'est naturellement dans les événemens historiques qu'on cherche le secret de l'avenir. Ce secret n'y est pas, il n'y a jamais été. Il n'y sera jamais ; pour résoudre cette question que se pose *l'Chronicle* et que dirique indirectement le *Times*. Le gouvernement provisoire pourra-t-il donnée la situation intérieure mais se précipiter dans la guerre et la propagande ? il aura de connaître un peu mieux que ces journaux les dispositions du peuple français. Que plus les travailleurs en forme des vœux que se nuit pas immédiatement réalisés, rien n'en peut douter ; mais ce qui l'est encore moins, c'est que les travailleurs qui dirigent ces quelques vœux sont parfaitement sûrs de leur pouvoir, et prêts à le faire valoir, si les circonstances le rendent nécessaire. Si quelque chose peut rendre le gouvernement provisoire prudent, c'est la conscience de cette force.

Nous pourrons bientôt, sans exagération, dire que les travailleurs de Paris ne sont pas des vaurien, mais des hommes sérieux, qui ont le sentiment de leurs droits et de leurs devoirs, et qui, dans leur ignorance, ne demandent que le moyen de les faire valoir.

Le gouvernement provisoire n'est pas seulement honnête et bien intentionné, comme le reconnaissent unanimement les journaux anglais, il est fort de toute la force de la raison nationale, c'est à cette raison qu'on fait franchement appel, ne mettant point son amour-propre à diminuer des entraves nécessaires de la population. Si la guerre extérieure éclate, elle viendra du fait de l'étranger. Pour ce moment, on n'est vraiment pas disposé à la guerre, et l'enthousiasme du peuple anglais et de l'Irlande pour cette révolution présente tous les caractères de la sérénité. La nouvelle parvient à Dublin à provoquer une adresse de félicitations au peuple français ; de semblables démonstrations auront lieu bientôt partout ; le peuple britannique est avec nous, et rien n'autorise à croire que ce peuple ne saura pas faire respecter sa volonté. Pour avoir écouté les conseils de Pitt et de Castlereagh, les Anglais ont fait verser des torrents de sang humain sans profit pour la prospérité réelle. Qu'importe, en effet, qu'un gouvernement ait une grande flotte, une grande armée, de grandes colonies, s'il ne fait assurer au peuple ni le pain du jour ni celui du lendemain ! La leçon a été assez éclatante pour n'avoir pas besoin d'être renouvelée. (*Siècle.*)

COMMERCIAL

NOUVELLE ORLEANS,
Vendredi soir, 14 avril 1848.

COTON. — Arrivé durant la semaine, en coton : Louisiane et Mississippi, 19,[illegible] balles ; Tennessee et North Alabama 14,219 ; Arkansas 2,502, Missouri 19, Texas 2 7 ; en tout 37,015 balles. Expédié durant la même temps pour les ports 26,[illegible] balles, Liverpool 1,841, Havre 3,551 ; Gottenburg 600 ; Gênes 373 ; Barcelone 597 ; Havane et un marché 1,[illegible] Vera Cruz 3,[illegible] ; New-York 1,207 ; Boston 997 ; Philadelphie 437 ; Baltimore 1,[illegible] ; Norfolk et Richmond 704 ; en tout 43,[illegible] balles. Il est fait sur la réduction du stock de 7,[illegible] balles et laisse en mains y compris ce qui se trouve à bord de navires non encore expédiés aujourd'hui 281,559 balles.

ETAT DU COTON.

Stock en mains au 1er sept. 1847	231,[illegible]
Arrivé dimanche semaine	37,851
Arrivé antérieurement	930,[illegible]
	1,[illegible]
Expédié durant la semaine	43,300
Expédié antérieurement	711,[illegible]
	754,943
Stock en mains ce soir	281,559

Nous donnons dans notre dernière revue comment cette que le marché se maintenait ferme aux quotes que nous donnions ; cet état de choses a continué pendant la journée de samedi, 4000 balles ont été vendues depuis cette époque, les affaires se sont rapprochées et l'arrivée du Washington et des rapports sur celle de l'Hibernia, dont les nouvelles sont, dit-on, très défavorables, ont presque entièrement suspendu les affaires, et les ventes ne pourraient avoir lieu sans en commettre à une nouvelle